

Unité départementale du Val-d'Oise  
Immeuble Jacques Lemercier  
5 avenue de la Palette  
95010 CERGY-PONTOISE

CERGY-PONTOISE, le 10/02/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/01/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

**ZITOUNTERK Ahmed (casse auto)**

chemin de la piste  
95500 BONNEUIL EN FRANCE

Références : UD95-2023-0073  
Code AIOT : 0006507389

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/01/2023 dans l'établissement ZITOUNTERK Ahmed (casse auto) implanté chemin de la piste et 6 et 8 bis chemin de la couture 95500 BONNEUIL EN FRANCE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ZITOUNTERK Ahmed (casse auto)
- chemin de la piste et 6 et 8 bis chemin de la couture 95500 BONNEUIL EN FRANCE
- Code AIOT : 0006507389
- Régime : Autorisation

La casse Zitounterk est un centre de traitement de véhicules hors d'usage (VHU). L'exploitant stocke également des véhicules en attente de décisions d'assurances.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- non-conformités relevées lors de la précédente inspection du 21 juin 2022 ;
- explication sur la demande de complément et des attendus de l'inspection.

#### **2) Constats**

##### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les

installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
6	Propreté de l'installation	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 6	Lettre de suite préfectorale	3 mois
4	Gestion des fluides frigorigènes	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 42	Lettre de suite préfectorale	1 mois
7	Rétention	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25	Lettre de suite préfectorale	3 mois
9	Rétention des sols	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41	Lettre de suite préfectorale	3 mois
10	Équipement sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Lettre de suite préfectorale	3 mois
13	Stockage de VHU	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41	Lettre de suite préfectorale	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Stockage des pneumatiques	Arrêté Préfectoral du 24/07/2007, article 2.3.2.3.	Sans objet
2	Contrôle des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 24/07/2007, article 4.3.6.	Sans objet
8	Stockage des pièces et fluides issues de la dépollution	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41	Sans objet
11	Modification de l'installation	Arrêté Préfectoral du 10/10/2012, article 3	Sans objet
12	Installation électrique	Arrêté Ministériel du 26/11/2023, article 18	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'inspection a constaté des non-conformités susceptibles de présenter des inconvénients et des risques pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.  
L'exploitant doit apporter des mesures correctives à ces non-conformités.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Stockage des pneumatiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/07/2007, article 2.3.2.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Sécurité incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les pneumatiques usagés sont entreposés dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie et situé à plus de 8 m de tout autre bâtiment. Les modalités d'entreposage des pneumatiques permettent de limiter l'accumulation des eaux afin de lutter contre la prolifération des moustiques.
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté la présence d'une grande quantité de pneus dans la zone dédiée au démontage des véhicules. La zone était totalement encombrée rendant le démontage des véhicules totalement impossible.  L'exploitant s'est engagé à évacuer sans délai l'ensemble des pneus de son installation. Par courriel du 20 janvier 2023, l'exploitant a transmis les bons d'enlèvement des pneus, pour une quantité totale de 3 400 kg. Par ailleurs, l'exploitant a procédé à un enlèvement de 125 pneus le 16 janvier 2023 au profit d'un revendeur de pneus d'occasion.
<b>Observation :</b> L'exploitant a mis fin à la non-conformité constatée le jour de l'inspection. Compte tenu des problématiques soulevées par le stockage des pneumatiques sur son installation, l'exploitant veillera à définir les modalités, les quantités ainsi que la zone dédiée au stockage des pneumatiques afin que les pneus soient stockés à plus de 8 m de tout autre bâtiment et qu'il respecte les prescriptions du l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2007.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Contrôle des rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/07/2007, article 4.3.8.											
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets											
<b>Prescription contrôlée :</b>											
L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet dans le réseau communal, les valeurs limites en concentration ci-dessous :											
<table border="1"><thead><tr><th>Paramètres</th><th>Concentrations maximales (mg/l)</th></tr></thead><tbody><tr><td>MES</td><td>30</td></tr><tr><td>DBO5</td><td>100</td></tr><tr><td>DCO</td><td>125</td></tr><tr><td>Hydrocarbures totaux</td><td>5</td></tr></tbody></table>	Paramètres	Concentrations maximales (mg/l)	MES	30	DBO5	100	DCO	125	Hydrocarbures totaux	5	
Paramètres	Concentrations maximales (mg/l)										
MES	30										
DBO5	100										
DCO	125										
Hydrocarbures totaux	5										
[...] Un prélèvement et une analyse sont effectués au minimum une fois par an.											
Les méthodes d'échantillonnage, les mesures ou les analyses pratiquées sont conformes à celles définies par les réglementations et normes françaises. [...]											
----- <i>Constat de l'inspection du 22/06/2022</i> L'exploitant a expliqué avoir fait réaliser des analyses par le Bureau Veritas. Les dernières analyses (réalisées en avril 2022) ont été présentées à l'Inspection.											
L'inspection a constaté que les analyses du 5 avril 2022 n'ont pas révélé de non-conformité.											
L'inspection observe cependant que le laboratoire a précisé le "retrait de l'accréditation COFRAC pour le paramètre DBO5 en raison d'un délai de mise en analyse supérieur aux exigences normatives". Les échantillons ne lui sont parvenus que le lendemain du prélèvement.											
Observations : L'inspection demande à l'exploitant de s'assurer que le prochain contrôle sera entièrement réalisé conformément aux normes applicables. En cas de nouvelle défaillance sur l'application des normes de mesure, les prélèvements et analyses des eaux devront être refaites.											
<b>Constats :</b> l'exploitant a présenté et transmis par courriel un document de la société SGS relatif à un prélèvement et aux essais chimiques sur site d'un prélèvement réalisé le 1er juillet 2022 et reçu par le laboratoire le 2 juillet 2022.											
Les résultats d'analyse n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection.											
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite											
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet											

#### N° 4 : Suivre des déchets dangereux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012., article 36
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Tous les fluides susceptibles de se disperser dans l'atmosphère, notamment les fluides contenus dans les circuits de climatisation, sont vidangés de manière à ce qu'aucun polluant ne se disperse dans l'atmosphère. Ils sont entièrement recueillis et stockés dans une cuve étanche, dont le niveau de pression est contrôlable.  Le démontage des pièces provoquant des poussières (plaquettes, garnitures, disques de freins...) est effectué sur une aire convenablement aérée, ventilée et abritée des intempéries.
<b>Constats :</b> L'exploitant a déclaré ne pas avoir effectué d'enlèvement de bonbonnes de gaz frigorigènes. L'inspection a constaté que les ouvriers réalisant le démontage des pièces mécaniques, notamment les moteurs, ne figurent pas sur la liste des personnels formés transmise par l'exploitant. L'exploitant a indiqué avoir réceptionné de nombreux véhicules impliquant un choc avant, et donc, une perte d'intégrité des radiateurs des systèmes de climatisation. L'inspection a constaté l'impossibilité d'utiliser la zone dédiée au démontage des VHU.  L'inspection a constaté la présence de nombreux véhicules avec moteurs démontés ou en cours de démontage ne comportant pas d'impacts frontaux.  <b>Non-conformité 1 :</b> Contrairement à l'article 36 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012, l'exploitant ne s'assure pas d'une vidange complète des fluides contenus dans les circuits de climatisation de manière à ce qu'aucun polluant ne se disperse dans l'atmosphère. L'exploitant veillera à la stricte application de cet article et à la réalisation des mesures organisationnelles assurant la réalisation effective de ses prescriptions.  <b>Non-conformité 2 :</b> Contrairement à l'article 42 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012, le personnel réalisant les opérations de dépollution et de démontage n'était pas habilité par l'exploitant. L'exploitant veillera à mettre en place les procédures et les mesures organisationnelles visant à garantir que toutes les opérations de démontage soient conformes aux prescriptions relatives à la rubrique 2712 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 6 : Propreté de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, propreté de l'installation
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses : <ul style="list-style-type: none"><li>- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées ;</li><li>- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin.</li></ul> Dans tous les cas, les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières. ----- <i>Constat de l'inspection du 22/06/2022 :</i> Non-conformité 3 : Contrairement à l'article 6 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012, l'inspection constate la présence de déchets sur l'ensemble de l'installation qui ne sont pas liés à l'exploitation. L'exploitant s'est engagé à les évacuer rapidement. Ces déchets devront être éliminés vers une filière dédiée, et les bordereaux tenus à la disposition de l'Inspection.
<b>Constats :</b> L'exploitant a déclaré avoir procédé à l'évacuation d'une partie des déchets présents sur site. Il a par ailleurs présenté des factures de location de bennes auprès de la société STLP en date du 30 septembre 2022.  L'inspection a constaté qu'une part importante des déchets présents sur site lors de la précédente inspection ont été évacués. L'inspection a constaté par ailleurs que subsiste sur les parcelles exploitées, des déchets.  <b>Non-conformité 3 :</b> Contrairement à l'article 6 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012, l'inspection constate la présence de déchets sur l'ensemble de l'installation qui ne sont pas liés à l'exploitation. L'exploitant veillera à poursuivre sa démarche d'évacuation de déchets et de nettoyage de l'installation afin de se conformer à l'article 6 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, rétentions
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Article 25</b></p> <p>I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <p>100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</p> <p>50 % de la capacité totale des réservoirs associés. [...]</p> <p><b>Article 41.III</b></p> <p>Les conteneurs réceptionnant des fluides extraits des véhicules terrestres hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydraulique, liquide de refroidissement...) sont entièrement fermés, étanches et munis de dispositif de rétention.</p> <p>-----</p> <p><i>Constat de l'inspection du 22/06/2022 :</i></p> <p>Non-conformité 4 : Contrairement à l'article 41 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012, l'exploitant ne dispose pas d'un nombre suffisant de conteneur dédiés au recueil des fluides provenant des véhicules, y compris les carburants. Ces dispositifs seront installés sur des rétentions dédiées dont l'étanchéité sera attestée.</p> <p>Non-conformité 5 : Contrairement à l'article 25 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012, l'exploitant ne dispose pas pour ses fluides de dispositif de rétention étanche. L'exploitant mettra en place pour chaque cuve de fluide une rétention étanche.</p> <p><b>Constats :</b> L'inspection a constaté la présence de conteneurs de type GRV. L'exploitant dispose désormais de conteneurs destinés à recueillir des fluides provenant des véhicules.</p> <p>La non-conformité n°4 de l'inspection précédente a été suivi d'effet.</p> <p>L'inspection a constaté que ceux-ci ne disposent pas de rétention. Une cuve acier était présente dans le même bâtiment. Cette dernière est installée sur une rétention béton d'environ un mètre de haut mais aucun justificatif de son imperméabilité n'était disponible. L'exploitant a déclaré que cette cuve acier était ancienne.</p> <p>Suite à la précédente inspection, l'exploitant a procédé au remplacement de plusieurs conteneurs GRV par des cuves doubles parois afin d'y réceptionner les huiles usagées provenant de la dépollution des véhicules.</p> <p>L'inspection a constaté que sur la zone dédiée à la dépollution et sur une parcelle voisine, subsiste un conteneur d'huile usagé. L'exploitant a déclaré qu'il procéderait à leur évacuation.</p> <p>La non-conformité n°5 de l'inspection précédente a été suivi d'effet mais le défaut de rétention subsiste sur les conteneurs GRV destinés à recueillir les carburants.</p> <p><b>Non-conformité 4 :</b> Contrairement aux articles 25 et 41.III de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012, l'exploitant ne dispose pas pour ses fluides de dispositif de rétention étanche. L'exploitant mettra en place pour chaque cuve de carburant une rétention étanche et tiendra à disposition de l'inspection les documents l'attestant.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois



**N° 8 : Stockage des pièces et fluides issues de la dépollution**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, collecte des fluides
<b>Prescription contrôlée :</b> III. Entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules terrestres hors d'usage :  Toutes les pièces et fluides issues de la dépollution des véhicules sont entreposés à l'abri des intempéries.  Les conteneurs réceptionnant des fluides extraits des véhicules terrestres hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydraulique, liquide de refroidissement...) sont entièrement fermés, étanches et munis de dispositif de rétention.  Les pièces grasses extraites des véhicules (boîtes de vitesses, moteurs...) sont entreposées dans des conteneurs étanches ou contenues dans des emballages étanches.  Les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs spécifiques fermés et étanches, munis de rétention.  Les pièces ou fluides ne sont pas entreposés plus de six mois sur l'installation.  L'installation dispose de produit absorbant en cas de déversement accidentel.  ----- <i>Constats de l'inspection du 22/06/22 :</i> Non-conformité 6 : Contrairement à l'article 41 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012, les pièces mécaniques grasses ne sont pas stockées dans des conteneurs étanches ou contenues dans des emballages étanches.  <b>Constats :</b> L'inspection a constaté que l'exploitant a mis en place une bâche épaisse destinée à servir de rétention sous les pièces moteurs. Elle est complètement étanche. L'exploitant veillera tout de même à s'assurer que les moteurs sont correctement dépollués avant d'y être entreposés.  Ce point n'appelle pas d'autres remarques de la part de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, rétentions
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Entreposage. I. Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage avant dépollution :</p> <p>L'empilement des véhicules terrestres hors d'usage est interdit, sauf s'il est utilisé des étagères à glissières superposées (type rack).</p> <p>Les véhicules terrestres hors d'usages non dépollués ne sont pas entreposés plus de six mois.</p> <p>La zone d'entreposage est distante d'au moins 4 mètres des autres zones de l'installation. Elle est imperméable et munie de dispositif de rétention.</p> <p>-----</p> <p><i>Constats de l'inspection du 22/06/22 :</i> Non-conformité 7 : Contrairement à l'article 41 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012, l'exploitant n'a pas mis en place de dispositifs d'imperméabilité des sols sur la totalité des zones de parking, en rack ou au sol, pour la totalité des véhicules VHU et en attente de décision. Les eaux pluviales de chacune des parcelles devront transiter par des débourbeurs avant rejet vers l'extérieur du site. Non-conformité 8 : Contrairement à l'article 41 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012, la dalle de la zone de dépollution n'est pas étanche. L'exploitant doit s'assurer de l'étanchéité des dalles existantes sur la zone de dépollution.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant a expliqué que des débourbeurs ont bien été installés. Les travaux sont en cours mais pas encore pas terminés. L'exploitant fournira un calendrier précis des travaux en cours.</p> <p>L'inspection a constaté la réalisation, sur plusieurs parcelles, d'une dalle béton et sur chaque parcelle d'un débourbeur installé ou en cours d'installation. L'inspection constate que la parcelle principale, où l'exploitant réalise la dépollution des véhicules, compte tenu des fissures, nécessite une rénovation.</p> <p>L'exploitant a expliqué que les travaux sont en cours, et nécessitent d'importants déplacements de véhicules afin d'être réalisés. Dans la mesure où les parcelles sont occupées par de très nombreux véhicules, il déclare ne pas pouvoir réaliser les travaux sur toutes les parcelles en même temps. Il s'est engagé à poursuivre les travaux et à y intégrer la parcelle principale. Les non-conformités 7 et 8 de l'inspection précédente ont été suivies d'effet mais subsistent.</p> <p><b>Non-conformité 5 :</b> Contrairement à l'article 41 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012, l'exploitant n'a pas mis en place de dispositif d'imperméabilité des sols sur la totalité des zones de parking pour la totalité des véhicules VHU et en attente de décision. L'exploitant veillera à tenir informée l'inspection de la réalisation des travaux.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 10 : Equipement sous pression

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Équipements sous pression
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques.</p> <p>Ce dossier comprend les informations suivantes relatives à la fabrication :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- si l'équipement est construit suivant les directives européennes applicables, le cas échéant, la notice d'instructions, les documents techniques, plans et schémas nécessaires à une bonne compréhension de ces instructions ;</li> <li>- si l'équipement a été construit selon des réglementations françaises antérieures au marquage CE ou pour les équipements néo-soumis, l'état descriptif initial ou reconstitué dans des conditions précisées par une décision du ministre chargé de la sécurité industrielle ;</li> <li>- l'identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage.</li> </ul> <p>Ce dossier comprend également les informations suivantes relatives à l'exploitation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pour tous les équipements :</li> <li>- la preuve de dépôt de la déclaration de mise en service pour les équipements qui y sont ou y ont été soumis ;</li> <li>- un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications ;</li> <li>- les attestations correspondantes avec une durée de conservation minimale supérieure à la période maximale entre 2 requalifications périodiques pour les comptes-rendus d'inspections et les attestations de requalifications périodiques ou durée de vie de l'équipement pour les autres opérations ;</li> <li>- en outre, pour les équipements suivis en service avec un plan d'inspection, le plan d'inspection ;</li> <li>- pour les tuyauteries soumises à inspection périodique, le programme de contrôle prévu au III de l'article 15 lorsqu'il est requis ;[...]</li> </ul> <p>-----</p> <p><i>Constats de l'inspection du 20/06/22 :</i></p> <p>Non-conformité 9 : Contrairement à l'article 6 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 l'exploitant ne tient pas de dossier d'exploitation des équipements sous pression justifiant de leur entretien, de leur contrôle et des éventuelles interventions. L'exploitant devra produire une liste des équipements sous pression présents sur le site et disposer d'un dossier d'exploitation conforme aux prescriptions sus-citées.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant a présenté une facture d'achat de deux compresseurs et s'est renseigné sur leur entretien auprès du fournisseur. Ceux-ci nécessitent un entretien tous les 5 ans. Les caractéristiques techniques étaient disponibles lors de la visite.</p> <p>L'inspection a constaté la présence des nouveaux compresseurs et la volonté de l'exploitant d'être conforme à la prescription.</p> <p>Cependant, l'exploitant n'a pas encore répondu à la prescription. La non-conformité de la précédente inspection est maintenue. L'exploitant veillera à transmettre à l'inspection la liste des équipements sous pression indiquant, pour chaque équipement,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le type,</li> <li>- le régime de surveillance,</li> <li>- les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et</li> <li>- les dates de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</li> </ul> <p><b>Non-conformité 6 :</b> Contrairement à l'article 6 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 l'exploitant ne tient pas de dossier d'exploitation des équipements sous pression justifiant de leur entretien, de leur contrôle et des éventuelles interventions. L'exploitant devra produire une liste des équipements sous pression présents sur le site et disposer d'un dossier d'exploitation conforme aux prescriptions sus-citées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 11 : Modification de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/10/2012, article 3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement.</p> <p>L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation de l'installation afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.</p> <p>-----</p> <p><i>Constats de l'inspection du 22/06/22 :</i>  Non-conformité 10 : Contrairement à l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2012, l'exploitant n'a pas informé l'inspection des modifications de son installation. L'exploitant doit produire un porter à connaissance présentant les modifications subies par son installation.</p>
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté un porter à connaissance (PAC) qui fait l'objet d'une demande de complément par l'inspection. Ce point est en cours d'instruction.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 12 : Installation électrique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2023, article 18
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Matériels et équipements électriques
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.</p> <p>Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.</p> <p>Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.</p> <p>Le chauffage de l'installation et de ses annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent.</p> <p>-----</p> <p><i>Constats de l'inspection du 22/06/22 :</i>  Non-conformité 11 : Contrairement aux prescriptions de l'article 18 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012, l'exploitant n'était pas en mesure de présenter les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.</p> <p>L'exploitant transmettra un calendrier des travaux faisant apparaître leur date de fin et la date de contrôle.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a présenté le compte rendu de la vérification des installations électriques et en a transmis un exemplaire à l'inspection par courriel en date du 13 janvier 2023.</p> <p>En outre le document ne mentionne pas de non-conformité.</p> <p>Ce point n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 13 : Stockage de VHU**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, entreposage
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage avant dépollution :  L'empilement des véhicules terrestres hors d'usage est interdit, sauf s'il est utilisé des étagères à glissières superposées (type rack).
<b>Constats :</b> L'inspection constate la présence de véhicules empilés sur la parcelle destinée à la dépollution. L'exploitant a déclaré manquer d'espace suite à la réception d'un grand nombre de véhicules brûlés dans la nuit de la Saint Sylvestre.  <b>Non-conformité 7 :</b> Contrairement à l'article 41 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 l'exploitant empile des VHU non dépollués sur son site sans disposer d'étagères prévues à cet effet. L'exploitant procédera à leur évacuation dans un délai de 15 jours et veillera à mettre en place les procédures et les mesures organisationnelle à même d'éviter ce type de stockage ou à installer des étagères de type rack, spécialement conçues à cet effet.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours